Knepper Paul, *The Invention of International Crime. A Global issue in the Making, 1881-1914* / Knepper Paul, *International Crime in the Twentieth Century : The League of Nations Era, 1919-1939*

Jean-Michel Chaumont

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/chs/1531>
DOI : 10.4000/chs.1531
ISSN : 1663-4837

Éditeur

Librairie Droz

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2014
Pagination : 152-156
ISBN : 978-2-600-01854-8
ISSN : 1422-0857

Référence électronique

Jean-Michel Chaumont, « Knepper Paul, *The Invention of International Crime. A Global issue in the Making, 1881-1914* / Knepper Paul, *International Crime in the Twentieth Century : The League of Nations Era, 1919-1939* », *Crime, Histoire & Sociétés / Crime, History & Societies* [En ligne], Vol. 18, n°2 | 2014, mis en ligne le 09 avril 2015, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/chs/1531> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/chs.1531>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.

© Droz

Knepper Paul, *The Invention of International Crime. A Global issue in the Making, 1881-1914* / Knepper Paul, *International Crime in the Twentieth Century : The League of Nations Era, 1919-1939*

Jean-Michel Chaumont

RÉFÉRENCE

Knepper Paul, *The Invention of International Crime. A Global issue in the Making, 1881-1914*, London, Palgrave Macmillan, 2010, 254 pp., ISBN 9 780230 238183.

Knepper Paul, *International Crime in the Twentieth Century : The League of Nations Era, 1919-1939*, London, Palgrave Macmillan, 2011, 234 pp., ISBN 9 780230 284296.

- 1 Voici deux courts volumes qui, ensemble, font non seulement un gros mais surtout un grand livre, un livre qu'il fallait écrire parce qu'il fournit une vision globale très inspirante sur la manière dont « le crime international » – nous dirions aujourd'hui « la criminalité organisée » – a été érigé progressivement depuis la fin du XIX^e en un problème crucial dans l'agenda des États-nations et sur la scène internationale naissante. La reconstruction proposée par Paul Knepper de ce processus aux multiples facettes présente l'insigne avantage de lier clairement des phénomènes que l'on connaissait plus ou moins pris séparément mais pas dans leurs articulations réciproques. Ainsi, la fresque que l'on pourrait intituler « l'émergence (vol. 1) et l'institutionnalisation (vol. 2) du crime comme enjeu international » réalise une composition impressionnante d'acteurs et de dispositifs parmi lesquels on notera des

progrès techniques dans le déplacement des personnes et des informations, l'inquiétude des élites étatiques face à certaines formes d'opposition politique (les anarchistes et la terreur noire), la naissance d'une coopération policière internationale, des croisades morales de philanthropes organisés en puissantes fédérations d'organisations volontaires (les ancêtres de nos ONG) de provenances diverses, des mouvements et des acteurs inédits (les organisations féminines et parfois féministes, l'importance croissante des États-Unis), des craintes populaires suscitées par l'arrivée massive de migrants aux mines et aux mœurs étranges, la création d'arènes « consultatives » et d'instruments juridiques internationaux, la montée de l'antisémitisme, la contestation des démocraties libérales, l'invention et la pérennisation du système des passeports, l'importance croissante des experts et des sciences sociales dans la fabrique des problèmes... : tout cela aboutit à une toile d'araignée complexe qui n'a été voulue comme telle par personne mais qui a autorisé, sous prétexte de protection, un renforcement considérable du contrôle des États sur les faits et gestes de leurs citoyens. Il s'agit bel et bien aussi d'une généalogie lumineuse d'aspects importants de notre présent et c'est un des nombreux mérites de Paul Knepper que de dénaturiser quantité de dispositions contraignantes qui nous paraissent normales aujourd'hui mais n'avaient rien d'évident avant la Seconde Guerre mondiale.

- 2 Nous nous proposons de rendre compte des deux ouvrages en deux temps : d'une part, de présenter sommairement leurs tables des matières, d'autre part, parce qu'ils sont les seuls que nous connaissions avec une certaine précision, de discuter plus en détail certains développements consacrés à la traite des femmes.
- 3 Le premier volume couvre donc la période qui va de 1881 au déclenchement de la Première Guerre mondiale. Il se concentre sur le territoire de l'empire britannique, principalement la métropole, et comporte six chapitres consacrés respectivement... : aux innovations techniques qui ont révolutionné les modes de déplacements et de communication et les inquiétudes qu'elles ont engendrées (chap. 1) ; à l'internationalisation des enjeux aux quatre coins de l'empire – pour ne citer qu'un exemple : comment la question de la tonte des femmes détenues a été débattue et réglée de Londres à Gibraltar, de Natal à Hong-Kong... (chap. 2) ; au souci croissant de la « criminalité étrangère » en général et juive en particulier ainsi qu'aux premières tentatives de contrôler les flux migratoires et prévenir l'arrivée « d'éléments indésirables » (chap. 3) ; à ce qui apparaîtra rapidement comme une forme redoutable de trafic criminel international, la « traite des blanches » (chap. 4) ; à la menace « terroriste » représentée par les anarchistes (chap. 5) et enfin à la constitution des réseaux de criminologues qui seront des promoteurs efficaces de l'internationalisation de ces enjeux (chap. 6).
- 4 Le second volume (1919-1939) couvre l'entre-deux-guerres et déplace la focale de Londres à Genève, siège de la Société des Nations. Ici aussi six chapitres consacrés respectivement à... : l'appréhension (jamais vérifiée) de « vagues » de crimes après la démobilisation puis dans la foulée des crises économiques (chap. 1), la dénonciation de réseaux criminels internationaux (chap. 2) et la nécessité proclamée de les combattre par l'institutionnalisation de la coopération policière internationale (chap. 3) ; les trois derniers chapitres traitent des « crimes internationaux » les plus discutés au sein des commissions consultatives de la SDN : la traite des blanches, désormais baptisée « traite

des femmes et des enfants » (chap. 4), le trafic de drogues (chap. 5) et le terrorisme (chap. 6).

- 5 Ajoutons que l'auteur utilise non seulement une masse de littérature secondaire mais aussi des nombreuses sources primaires, documents d'archives et imprimés. Elles lui permettent d'opérer des coups de sonde sur certains dossiers précis qui illustrent superbement les dynamiques générales à l'œuvre. L'écriture est limpide et, malgré de nombreuses coquilles, la lecture est passionnante. Le deuxième volume se conclut de façon significative par la citation célèbre de *L'homme, cet inconnu* (1935) où Alexis Carrel suggère le gazage, avec humanité, de certains criminels. Autrement dit, Knepper ne succombe pas à l'approche téléologique fréquente (du moins dans les études sur la SDN et la traite des femmes) qui consiste à célébrer l'œuvre accomplie en tant que « jalon » vers l'institutionnalisation du régime international de protection des droits humains institué après 1945 par l'ONU¹. « Overall, écrit-il, it would be difficult to conclude that the idea of international crime prevention in the 1920s and 1930s offered a basis for extending human rights or promoting peace. The significance of crime as an international issue must be seen in its capacity for justification of war and mass murder and the most resonant illusions about crime in the interwar period invoked the language of scientific truth » (2011, p. 172).
- 6 Reste que pour qui connaît le détail de certains dossiers abordés par Knepper, des inexactitudes empiriques sont à relever. Dans l'espace qui nous est imparti, nous nous limiterons à les noter relativement à ce qu'il écrit de l'enquête internationale menée entre 1924 et 1927 sur la traite des femmes, enquête à laquelle il fait allusion dès l'introduction de son premier volume (2010, p. 2) car, comme il a raison de le souligner, il s'agissait de « la première étude d'envergure mondiale de la traite des êtres humains, la première étude sociologique scientifique (social-scientific study) jamais entreprise d'un problème social global » (2011, p. 96).
- 7 La tenue de l'enquête a bien été proposée en 1923 par Grace Abbot, déléguée américaine à la Commission consultative pour la traite des femmes et des enfants et son financement assuré par le Bureau d'Hygiène sociale fondé à New York par John D. Rockefeller Jr. (qui n'était cependant pas « the research branch » (2011, p. 96) de l'ASHA, l'association américaine d'hygiène sociale, indépendante quoique également soutenue financièrement par le même Rockefeller). Les huit experts ne furent pas tous désignés par le Conseil de la SDN (2011, p. 97), certains furent proposés par leurs gouvernements (Harris, Sugimura et Luisi). Pierre Le Luc ne devint expert qu'après le décès de Hennequin, survenu en 1926 et l'expert japonais désigné était Sugimura, qui se fera cependant plusieurs fois remplacer par T. Suzuki. À l'exception de Snow, nommé président du comité d'experts après le refus de Flexner, les experts eux-mêmes n'ont pas voyagé à l'étranger et la seule visite dans les pays nordiques fut la participation à une conférence internationale de lutte contre la traite à Copenhague durant l'été 1926 (2011, p. 97)... Cependant il est vrai que plusieurs experts (Hennequin, De Meuron, Bandini, Harris...) ont assisté Bascom Johnson dans le travail de terrain « officiel » (pas dans les enquêtes « undercover » dites « officieuses ») dans leur propre pays : dans le cas français par exemple, c'était tout autant pour le surveiller que pour lui venir en aide... Bien qu'ils aient prétendu avoir interviewé 5 000 personnes issues du monde interlope plus ou moins liées à la prostitution (2011, p. 98), leurs enquêteurs en ont en réalité interrogé quelques centaines, ce qui est déjà considérable. Il est exact de dire que le rapport des experts a (néanmoins) bonne presse chez les « contemporary

scholars » (2011, p. 193, n. 39) mais il serait grand temps de juger la valeur de leur travail sur base de l'étude des comptes rendus *verbatim* de leurs sept sessions et non plus sur ce qu'ils prétendent avoir fait. Pour juger des critiques adressées aux enquêteurs (2011, p. 101), il convient de réaliser que s'ils ne parlaient pas les langues des pays visités, comme ils parlaient ou se débrouillaient en yiddish et qu'ils ont principalement infiltré la diaspora juive interlope, l'obstacle des langues ne se posait pas vraiment. La réelle raison de bien des critiques gouvernementales au rapport fut l'indignation des autorités mises devant le fait accompli d'enquêtes clandestines ayant révélé notamment des pratiques généralisées de corruption (révélation d'un secret de polichinelle mais tabou). Le refus de Luisi de signer le rapport (2011, p. 102) n'était pas motivé par des désaccords sur les analyses mais par le souci de préserver la réputation internationale, qu'elle estimait injustement salie par la « boue » de la traite, de l'Uruguay et de l'Argentine. Ce n'est pas en raison de l'abondance des informations fournies par les organisations juives de lutte contre la traite que les milieux interlopes juifs furent disproportionnellement représentés dans le rapport (2011, p. 111) mais parce que, dès le début de l'enquête à Buenos Aires, c'est la diaspora juive interlope qui a été infiltrée par Paul Kinsie et que, grâce aux introductions reçues, il a pu explorer ce filon dans quantité d'autres villes d'Amérique latine, d'Europe et du Proche-Orient...

- 8 Ce ne sont cependant là que des détails qui n'infirment pas l'interprétation proposée par Knepper. Plus conséquente est la grande sous-estimation de ce qui fut l'enjeu premier et perdurant de l'invention du mythe de la « traite des blanches » par des organisations philanthropiques après le scandale des mineures anglaises trouvées dans des bordels bruxellois en 1880 : la lutte initiée en Grande-Bretagne par Joséphine Butler et ses alliés contre la réglementation de la prostitution. C'est là, croyons-nous, le fil rouge qui permet de rendre intelligible l'essentiel de cette sinieuse histoire, de ses détours et de ses débordements : la traite des femmes comme prétexte pour revendiquer l'abolition du « vice légalisé », soit cette réglementation de la prostitution dénoncée depuis les années 1880 comme la cause principale de la traite, lien de causalité que les experts sont censés avoir démontré « scientifiquement ». Knepper a bien vu que la traite donnait prétexte aux policiers pour s'organiser à l'échelle internationale, aux États pour contrôler davantage les déplacements de leurs citoyens, en particulier les citoyennes, aux nationaux-socialistes allemands pour justifier leur antisémitisme mais il n'a pas vu, pensons-nous, que ce furent autant de recyclages intéressés d'un mythe qui avait été créé pour promouvoir la cause abolitionniste. C'est en partie ce qui explique les surprenantes alliances objectives (par exemple entre des féministes progressistes et des antisémites convaincus ou des adversaires déclarés de l'émancipation féminine) que l'on trouve à différents moments de cette histoire. À ses débuts, la cause abolitionniste avait de très bons arguments à faire valoir tant la réglementation de la prostitution était un régime détestable, foulant les droits élémentaires des prostituées. Mais les abolitionnistes crurent stratégiquement utile d'exagérer démesurément quelques faits divers jusqu'à en faire le « fléau » de la traite. Ensuite le prétendu fléau s'est prêté à des réappropriations pour des causes plus douteuses, voire carrément criminelles dans le cas des nationaux-socialistes. On n'invente pas impunément. Knepper l'a bien compris comme, il y fait allusion, certains acteurs eux-mêmes avant lui : « Montefiore [1858-1938, il avait encore présidé la conférence des associations juives contre la traite à Londres en juin 1927] had no trouble finding political support for recognition of 'Jewish trafficking' as a problem and he appears to have realized in 1933 that his efforts were of more value to the National

Socialists than Jewish women » (2011, p. 169). L'enfer est pavé de bonnes intentions et, pour ce que nous en connaissons, cette histoire est encore plus diabolique dans ses effets que Knepper ne le suggère. Il faudrait voir maintenant s'il en va de même sur les autres dossiers qu'il a si brillamment réunis.

NOTES

1. Ainsi par exemple chez Barbara Metzger, « Toward an International Human Rights Regime during the Inter-War Years : The League of Nations' Combat of Traffic in Women and Children », in K. Grant, Ph. Levine, F. Trentmann, *Beyond sovereignty : Britain, empire, and transnationalism, c. 1880-1950*, London, Palgrave Macmillan, 2007.

AUTEURS

JEAN-MICHEL CHAUMONT

Université catholique de Louvain